Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 63 (2005)

Heft: 2: Le défi démographiqe, facteur d'innovation ; Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la femme, le pouvoir et l'éthique

Artikel: Referendum : non, le débat n'était pas exemplaire!

Autor: Friedberg, Erhard

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-141671

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

REFERENDUM: NON, LE DEBAT N'ETAIT PAS EXEMPLAIRE!

ERHARD FRIEDBERG
Professeur des universités à Sciences Po,
Directeur du Centre de Sociologie des Organisations

Le peuple français a donc parlé. Il a dit «non» à la constitution européenne ou à ce qui se présentait comme telle. Dont acte. Je note qu'il est aujourd'hui de bon ton de dire que ce référendum a eu au moins le mérite d'avoir provoqué et rendu possible un vrai débat exemplaire, un débat qui a permis d'améliorer l'information des Français sur l'Europe et de remettre l'Europe au centre du «débat citoyen», comme il convient de l'appeler par ces temps de nostalgie pour «la république». Mais n'est pas vrai tout ce qui se dit! Le débat n'était pas exemplaire, il n'a pas amélioré le niveau de connaissances des Français sur l'Europe et il n'a certainement pas servi la cause de l'Europe en France.

C'est d'abord, naturellement, un reproche qui s'adresse aux partisans du non. Ils n'ont pas fait preuve d'information, mais de désinformation systématique. Prétendre que la constitution mettait en danger la laïcité en France, qu'elle menaçait la législation française sur l'avortement, qu'elle consignait dans le marbre et pour l'éternité un modèle européen «ultra-libéral», et d'autres affirmations du même gabarit, ne servaient pas la cause d'une meilleure information sur l'Europe. C'était au mieux des erreurs ou des demi-vérités, au pire des mensonges purs et simples inventés avec le seul souci de faire peur, et ainsi de faire gagner des voix à la cause sacrée du non. Ces contributions n'ont pas favorisé un débat éclairé, elles n'ont d'ailleurs pas cherché à le faire. Dans leur diversité, tous les partisans du non (de gauche, souverainiste et anti-étranger d'extrême droite), ont joué sur la peur, sur les réflexes de retrait sur l'hexagone, sur la nostalgie du cadre étatique national. C'est en cela que les 55% qu'ils ont obtenu sont si attristants. Mais qu'on ne dise pas que leurs arguments ont mieux fait connaître les enjeux aux Français.

Quant aux partisans du oui, ils n'ont pas davantage amélioré le niveau de cette information, ni fait avancer la cause de l'Europe, et ce pour la simple raison qu'ils ont centré toute leur argumentation autour de deux points, modulés différemment par les uns et les autres, mais qui avaient en commun un gallo-centrisme d'autant plus gênant qu'il était soit inavoué, soit totalement inconscient. Le premier de ces points a développé l'idée que la constitution reflétait les conceptions françaises, qu'elle était en fait «française» et, à ce titre, acceptable et bonne. Le second a porté l'idée que, par un vote positif, on «renforcerait la position française au sein de l'Europe», afin d'éviter que les forces malignes du libéralisme et du marché (version du oui de gauche) ou que les tentatives de nos partenaires de grignoter les avantages que la France retirerait de l'Europe (version plus cynique du oui de droite), ne l'emportent.

Le message transporté par cette argumentation était bien gallo-centriste puisqu'il considérait comme acquise la supériorité des conceptions constitutionnelles et politiques de la France, et impliquait une vision quelque peu dédaigneuse des discussions qui avaient permis le compromis final. Mais derrière cette argumentation gallo-centriste, se développait une vision bien plus pernicieuse dans la mesure où elle suggérait toute en finesse que l'Europe était un champ de bataille hostile où la France devait constamment se défendre. Le moins que l'on puisse dire est qu'une telle argumentation n'est pas propice à développer une image positive de l'Europe, voire à entretenir l'aspect symbolique de la construction européenne. Les discussions, qui sont indispensables à la construction de positions communes et acceptables pour tous les participants, ne sont jamais présentées comme un enrichissement: on s'y réfère de manière dédaigneuse, comme s'il s'agissait d'un appauvrissement, voire d'un avilissement de la pureté et de la logique impeccable d'une proposition initiale. La tendance est à brocarder le byzantisme de la bureaucratie bruxelloise, sans comprendre que le processus politique européen, pour complexe et sinueux qu'il soit, est souvent infiniment plus ouvert à la délibération, plus riche et diversifié que ne l'est le processus administratif et législatif français.

Au fond, le non-dit de cette campagne, partagée par la grande majorité de la classe politique, est une vision étroitement instrumentaliste et gallo-centriste de l'Europe. L'Europe doit servir les intérêts français et elle doit refléter les conceptions françaises: dans cette seule mesure, elle est intéressante, à cette condition seulement elle est acceptable.

Le soir du référendum, sur un plateau de télévision (France 2), il y eu une belle illustration de cette arrogance française à l'égard des lourdeurs des processus européens: un certain nombre de participants développaient des arguments s'appuyant sur le non français pour suggérer qu'il était désormais inutile de poursuivre le processus de ratification à l'échelle des 25. La France avait parlé, elle avait dit non, il était tout simplement superfétatoire de continuer la procédure. Aussi, lorsque le président du Parlement européen a calmement répondu que «la procédure de ratification allait se poursuivre, que la France décidait pour la France, mais qu'en Europe il y avait 25 pays, et donc 25 processus de ratification», les réactions des partisans du non (comme d'ailleurs celles des journalistes qui, sur ce point, semblaient partager leurs convictions), furent édifiantes. A peu d'exception près, dont celle du Ministre des Affaires Etrangères qui connaît bien l'Europe, on pouvait lire sur les visages des présents (y compris du journaliste) une expression d'étonnement, de consternation incrédule, voire un début d'irritation devant tant d'outrecuidance. Comment? L'avis de la France n'était pas plus important que celui d'un autre pays? On ne considérait donc pas que le non français exprimait en fait le refus de l'Europe toute entière? On ne reconnaissait donc pas à la France la capacité de parler pour les autres peuples ni celle de leur montrer le chemin (hors de l'enfer «ultra-libéral» vers lequel conduisait tout droit le projet constitution)?

Il m'a semblé que perçait là tout un non-dit de la position française face à l'Europe, mélange d'arrogance, de condescendance, de donneur de leçon et d'instrumentalisation pure et simple, une position qui est partagée bien au delà des partisans du non au référendum du 29 mai. Dans ces conditions, si le président cherche à utiliser l'Europe pour essayer de se refaire une légitimité par référendum, si Fabius peut se servir de ce même referendum pour favoriser sa candidature à l'Elysée, pourquoi les français ne prendraient-ils pas à leur tour l'Europe

en otage pour signifier au président et à son gouvernement leur mécontentement. C'est peut-être une prise de position de politique intérieure raisonnable, mais en aucun cas, elle ne démontre une connaissance accrue des réalités européennes que ce débat national tant invoqué n'a vraiment pas développées, et pour cause...